

# DÉFINIR LA GOVTECH

## **Lucia Sinapi-Thomas, directrice exécutive de Capgemini Ventures**

Je propose que nous commençons par une définition rapide de la GovTech, Clément, et sur les leçons de la crise du Covid.

## **Clément Tonon, membre du Conseil d'État français**

Merci beaucoup Lucia. GovTech est une contraction de « gouvernement » et « technologie » et pour faire simple, je la définis comme l'usage et l'achat de solutions technologiques innovantes par des acteurs étatiques pour mener à bien une politique définie. Par exemple, le gouvernement français travaille avec Doctolib qui est, vous le savez peut-être, une entreprise privée française qui a travaillé à l'organisation des rendez-vous pendant la campagne de vaccination. Aux États-Unis, l'administration Trump a demandé à Palantir Technology de construire une base de données de cas Covid. Pour faire simple, la GovTech c'est quand une entreprise privée est impliquée dans une politique qui était auparavant conçue et gérée par l'État. Je pense que l'origine de l'idée remonte au début des années 2000, quand plusieurs institutions internationales comme l'OCDE ou le FMI ont promu l'idée de l'e-gouvernement comme moyen d'améliorer le rapport coût-efficacité des services publics. En 2010, nous avons eu la deuxième vague avec la montée de la technologie civique, qui tentait d'améliorer les processus démocratiques par la technologie.

Si on observe la situation actuelle, la GovTech aujourd'hui peut être divisée en plusieurs secteurs tels que la santé, l'éducation, la défense, la sécurité, etc. Le marché est en pleine expansion avec un taux de croissance annuel de 15 % et une valeur estimée en 2025 de mille milliards de dollars, c'est énorme. Dans ce sens, je ne pense pas que la crise du Covid ait changé la donne, mais elle a servi de catalyseur à une tendance qui existait déjà. Je pense que la tendance va se poursuivre, en particulier dans trois secteurs, la santé, l'éducation, car pendant la pandémie des millions d'étudiants ont dû suivre leurs cours en ligne, et bien sûr, pour les villes intelligentes. Il y a un point où la pandémie a complètement changé la donne : aujourd'hui la GovTech fait partie du récit idéologique et politique dans certains pays et je pense à la Chine, et dans une certaine mesure à Taïwan, Singapour et la Corée du Sud. Ils ont développé des récits autour de leur gestion de la crise grâce à un usage massif de nouvelles technologies, les drones, la reconnaissance faciale, etc., affirmant qu'elle était liée à la supériorité de leur modèle politique. Je pense que l'usage de la technologie par des acteurs étatique va devenir un aspect essentiel de la concurrence entre les modèles politiques dans les années à venir.

**Lucia Sinapi-Thomas**

Merci Clément. Quand on parle de villes intelligentes, je pense que vous avez un bon exemple Faruk. Pouvez-vous nous en dire plus sur la motivation derrière Polyteia ?

**Faruk Tuncer, cofondateur et président-directeur général de Polyteia**

Cela a commencé par une expérience personnelle. Je ne suis pas un pro de la technologie et j'ai travaillé dans la politique avant de démarrer dans la politique publique, donc j'en ai fait l'expérience de l'intérieur ; vous aurez peut-être d'autres histoires à raconter et pourrez ne pas être d'accord avec moi. J'étais frustré de voir comment les données étaient utilisées ou plutôt pas utilisées par le gouvernement. Il y a toujours des organisations hiérarchiques et des gens qui rédigent des rapports mais en général les données n'ont pas vraiment de rôles et c'est le récit politique et parfois l'idéologie qui sont importants. Souvent, les dirigeants voulaient des données mais ne pouvaient pas les obtenir car le gouvernement ne numérisait pas assez et, bien que les données soient collectées, elles n'étaient pas rassemblées. J'ai été témoin de ça en tant que conseiller politique dans l'un des grands organes dirigeants d'Allemagne.

Je suis parti et j'ai cofondé Polyteia. Nous avons interviewé des dirigeants et ils ont tous confirmé que le problème était qu'ils avaient des tonnes de données mais n'avaient aucune idée de comment les utiliser. Par conséquent, nous avons construit des produits qui font exactement cela. Nous intégrons des données provenant de différentes sources et systèmes existants, les rassemblons, les visualisons, les agrégeons et les soumettons aux dirigeants pour qu'ils puissent prendre de meilleures décisions au niveau local à propos des garderies, des écoles et des espaces publics. Pendant la pandémie de Covid, nous avons également fait cela pour tout un état d'Allemagne, en surveillant les infections sur le terrain dans le système scolaire pour 300 000 étudiants et c'était ma motivation personnelle.

Si vous me demandez ce que j'ai tiré de cette expérience, je dirais que le problème fondamental dont souffre les gouvernements est qu'ils ont environ 15 ans de retard sur le secteur privé en matière de numérisation. Dans le même temps, du moins en Allemagne, mais c'est peut-être vrai pour la France également, 30 % des fonctionnaires vont partir en retraite dans les 8 prochaines années. Nous avons le changement climatique, des désastres et la réorganisation de notre économie pour la rendre verte, et il faut faire tout ça avec moins de gens donc il faut numériser, et je pense que l'urgence est déjà là.

**Lucia Sinapi-Thomas, directrice exécutive de Capgemini Ventures**

Tout à fait.